



Presse

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél : 01 45 56 77 26
Fax : 01 45 56 78 74

Parti Socialiste

www.parti-socialiste.fr

presse@parti-socialiste.fr

Le 6 octobre 2009

Communiqué du Bureau national

La Poste : les Français doivent être entendus

Le Bureau national du Parti socialiste se réjouit de l'ampleur de la mobilisation citoyenne pour sauvegarder le service public postal. Le comité national d'organisation de la votation citoyenne en a annoncé Lundi 5 octobre 2009 les résultats : 2 123 000 votants, 90% contre le projet de changement de statut et la transformation de l'établissement public en société anonyme.

Les Français ont montré leur attachement à La Poste, symbole fort du service public, garant des valeurs d'égalité et de solidarité.

Le projet du gouvernement ne porte aucune perspective de développement de l'entreprise. Il ne répond en rien aux besoins de la population, ni aux besoins financiers nécessaires à un établissement public ambitieux. Rien ne justifie ce changement de statut, ni les directives européennes, ni les règlements. En choisissant de transformer la Poste en société anonyme, ouvrant la voie à une privatisation rampante, la Droite fait un choix idéologique, le même que pour France Telecom transformé en SA en 1996 (Juppé), et pour Gaz de France en 2007. A l'époque, Nicolas SARKOZY avait pourtant assuré que GDF resterait public. Devant son manque de crédibilité sur le sujet, nous ne pouvons donc être que très réservés sur le projet gouvernemental.

Le Parti socialiste souhaite renforcer le service public postal en approfondissant sa nécessaire modernisation, pour le rendre encore plus efficace. La rentabilité financière ne peut être l'unique critère de réforme.

Face à cet enjeu industriel, économique et social, les Français doivent être consultés. Le Parti socialiste demande donc au gouvernement d'organiser un référendum sur le sujet. Les parlementaires socialistes vont donc déposer un projet de loi sur le sujet qui sera examiné à l'Assemblée Nationale le 15 octobre prochain.

Le gouvernement ne peut ignorer l'expression de 2 193 000 français, de l'ensemble des syndicats, des forces politiques de progrès, de la mobilisation de milliers d'élus de toutes sensibilités.

Le Parti socialiste s'inquiète de l'aveuglement du gouvernement, condamne les propos méprisants de ses porte-parole et lui demande d'entendre les citoyens en les consultant directement par referendum sur un projet qui engage l'avenir d'un service public auquel les Français ont clairement indiqué leur attachement en participant massivement à la Votation citoyenne de la semaine passée. Les Français doivent être entendus.

Le Parti socialiste participera aux initiatives du comité national. Il mobilisera l'ensemble de ses adhérents à travers une campagne nationale dans l'objectif d'obtenir ce référendum.